

## **Consultation publique de la CRE du 25 novembre 2013 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution**

### **Réponse d'EDF**

---

20 décembre 2013

Le présent document expose la réponse d'EDF aux différentes questions posées dans le document de consultation. Cette réponse décline les trois principes généraux suivants :

- une même prestation doit être proposée à un prix uniforme à tous les utilisateurs, quel que soit leur dispositif de comptage, les modalités de réalisation pouvant par contre être différenciées ;
- la tarification de chaque prestation doit adresser un signal prix reflétant son coût complet, qui comprend d'une part le coût marginal de sa réalisation et d'autre part le coût fixe correspondant notamment aux investissements engagés pour sa réalisation ;
- s'il est généralement pertinent de ne refléter les économies générées par le déploiement de compteurs évolués qu'à partir du moment où les gains apparaissent significatifs, il serait utile que dans le cas de certaines prestations la baisse de leur tarification accompagne le déploiement de Linky dès son démarrage, afin d'accroître l'intérêt des consommateurs pour les services qui leur seront proposés.

### **B. Évolution des tarifs des prestations annexes**

#### **Question 1 : Etes-vous favorable à la reconduite du principe d'indexation des prix des prestations annexes sur l'inflation ?**

Sauf évolution technologique notable, une évolution annuelle des prix des prestations annexes tenant compte de l'inflation est pertinente, et cohérente avec l'indexation choisie pour le TURPE. EDF n'est pas opposé à la reconduite du principe d'indexation des prix sur l'inflation, dès lors que le calcul du coût de chaque prestation correspond bien à son coût effectif de réalisation.

#### **Question 2 : Estimez-vous que certaines prestations devraient bénéficier d'une tarification particulière ? Si oui, lesquelles et pourquoi ?**

De façon générale, EDF considère que la tarification de chaque prestation annexe doit adresser un signal prix reflétant le coût complet de sa réalisation : le cas particulier de l'affectation d'un taux de réfaction significativement plus élevé que la moyenne doit toujours être justifié.

### **C. Demandes d'évolution exprimées par ERDF**

#### **Prestation « Intervention pour impayé »**

**Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le délai de réalisation de la prestation « intervention pour impayé » ne doit pas être révisé avant de disposer d'un retour d'expérience concernant, d'une part, l'effet des dispositions introduites par la loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 sur le volume de demandes de coupures à la sortie de l'hiver et, d'autre part, sur les mesures prises par ERDF pour y faire face ?**

La conjonction de la généralisation de la trêve hivernale instaurée par la loi n° 2012-312 du 15 avril 2013 et de l'augmentation du nombre de clients protégés au titre du bénéfice des tarifs sociaux crée une situation inédite.

En conséquence, EDF considère comme réaliste le scénario dans lequel ERDF serait, à compter du 15 mars, confronté à un afflux de demandes d'interventions pour impayés en raison de l'absence de paiement de certains clients pendant l'hiver, sans qu'il soit aujourd'hui possible de quantifier précisément cet afflux.

EDF partage donc l'analyse de la CRE selon laquelle il est préférable d'attendre un retour d'expérience à l'issue de cette trêve avant d'envisager de prendre une décision sur une révision du délai de la prestation d'intervention pour impayé.

#### **Prestation « Correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur »**

**Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la création de la prestation « correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur » permettrait une facturation au plus près de la consommation réelle des utilisateurs ?**

Lors des travaux du groupe de travail « procédures et relations fournisseurs/GRD » mis en place par la CRE, EDF s'est prononcé en faveur de la création d'une prestation de correction d'index, qui est déjà proposée depuis plusieurs mois par les gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel. La mise en œuvre de cette prestation permettra de trouver plus rapidement une issue aux contestations relatives aux index.

EDF partage donc l'analyse de la CRE sur cette question.

#### **Question 5 : Etes-vous favorable à la tarification proposée par ERDF ?**

Les deux options de la prestation de correction d'index, telle que proposée par ERDF, sont pour l'essentiel similaires à deux prestations déjà proposées par les gestionnaires de réseau de distribution de gaz naturel (« vérification de données de comptage sans déplacement » et « vérification de données de comptage avec déplacement »).

Or la tarification des prestations réalisées par les gestionnaires de réseau de distribution de gaz prévoit un prix hors taxes de 12,59€ sans déplacement et de 41,34€ avec déplacement, tandis qu'ERDF propose de facturer ces prestations respectivement à hauteur de 46,14€ et 77,85€ (montants hors taxes).

EDF souhaiterait que soit justifié le niveau de prix proposé par ERDF, en regard du prix déjà retenu par la CRE pour les gestionnaires de réseau de distribution de gaz.

## **Prestation « Résiliation à l'initiative du fournisseur »**

### **Question 6 : Pensez-vous que la résiliation à l'initiative du fournisseur doit rester payée par l'ensemble des utilisateurs de réseau et non pas par les fournisseurs ou consommateurs qui en font la demande ?**

Le paiement de la résiliation à l'initiative du fournisseur par l'ensemble des utilisateurs de réseau, plutôt que par le fournisseur qui la demande, est contraire au principe consistant à ce que le tarif de chaque prestation adresse un signal prix reflétant le coût de sa réalisation. Une telle disposition conduit à déresponsabiliser les fournisseurs, puisqu'ils sont ainsi incités à contourner la procédure de déplacement pour impayés et à ne pas mettre en œuvre tous les moyens pour recouvrer leur créance avant d'en venir à la solution radicale d'une sortie de leur périmètre. Elle prive de tout effet utile le décret n° 2008-780 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés, qui avait expressément pour objet la protection des consommateurs.

En conséquence, EDF souhaite que la résiliation à l'initiative du fournisseur soit payée par le fournisseur qui en fait la demande, comme c'est le cas pour l'intervention pour impayés.

Cette position a été constamment défendue, notamment dans le cadre de la consultation sur les prestations de GrDF ouverte en 2012 par la CRE. Depuis, la loi « Brottes » a expressément introduit une symétrie entre les prestations de résiliation à l'initiative du fournisseur et d'intervention pour impayés, en les interdisant toutes deux durant l'hiver.

Seules deux situations particulières justifieraient la mutualisation du paiement de la résiliation à l'initiative du fournisseur: (i) pour les clients résidentiels à condition qu'une procédure pour impayés ait été réalisée dans les trois mois qui précèdent la procédure de résiliation et (ii) pour les clients professionnels (afin de pouvoir traiter simplement les résiliations liées à la fin de contrats de fourniture dont la durée est déterminée).

## **Prestation « Accompagnement multi-raccordement »**

### **Question 7 : Etes-vous favorable à la demande d'ERDF de création d'une prestation « accompagnement multi-raccordement » et à la tarification proposée par ERDF ?**

EDF partage l'avis favorable de la CRE vis-à-vis de la création de cette prestation et n'a pas de remarque sur la tarification proposée par ERDF.

## **Autres demandes d'ERDF**

### **Question 8 : Etes-vous favorable aux demandes d'ERDF de modification des descriptifs de ces prestations ?**

EDF n'a pas de remarque particulière sur ces demandes d'ERDF.

## **D. Création d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux de mener des expérimentations**

### **Question 9: Etes-vous favorable à la mise en place d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations ?**

EDF partage la préoccupation de la CRE visant à faciliter l'expérimentation de nouvelles prestations par les gestionnaires de réseaux de distribution et est favorable à la définition d'un cadre permettant de mieux contrôler les conditions de mise en œuvre des expérimentations et de collecte de leurs résultats.

#### **Question 10 : Etes-vous favorable aux principes proposés par la CRE pour encadrer les expérimentations ?**

EDF est pour l'essentiel favorable aux principes d'encadrement énoncés par la CRE, sous trois réserves.

Tout d'abord, si deux ans constituent une durée raisonnable pour une expérimentation, une durée de quatre ans semble trop longue pour que l'offre proposée par un gestionnaire de réseau puisse encore être qualifiée d'« expérimentale ». Il semble donc préférable que la disposition relative à la durée des expérimentations soit revue et limite cette durée à deux ans (ou encore à un an renouvelable une fois).

Par ailleurs, il serait souhaitable de prévoir explicitement la possibilité pour les fournisseurs de proposer aux gestionnaires de réseaux la création de prestations expérimentales, étant précisé que ces propositions devront faire l'objet d'une concertation avec les acteurs de marché concernés puis être validées par la CRE selon les mêmes modalités que les expérimentations proposées par les gestionnaires de réseaux.

Enfin, si la CRE prévoit bien qu'une concertation doive être menée entre le gestionnaire de réseau et les acteurs de marché concernés, il serait préférable de préciser que cette concertation doit donner lieu à un rapport devant être transmis à la CRE lors de la notification de sa proposition de création d'une prestation expérimentale.

#### **E. Prise en compte du déploiement des compteurs évolués dans la tarification des prestations annexes**

#### **Question 11 : Que pensez-vous de la proposition d'ERDF d'un tarif unique de prestations annexes indépendamment du compteur dont sont équipés les utilisateurs pendant la phase de déploiement massif des compteurs ?**

Pendant la phase de déploiement des compteurs évolués, il ne faut pas créer pour les consommateurs qui n'en sont pas encore équipés le sentiment d'être victimes d'une fracture numérique, ce qui pourrait être le cas s'ils devaient payer une même prestation plus cher que les consommateurs déjà équipés, alors même qu'ils n'ont aucune prise sur le calendrier et le schéma de déploiement de Linky et qu'ils ne peuvent exercer aucun choix.

Pour les prestations qui peuvent être proposées à l'ensemble des utilisateurs, EDF est donc favorable à une tarification uniforme, qui ne dépend pas du type de compteur installé (bleu électromécanique, bleu électronique ou Linky).

Une telle tarification évite d'instaurer des différences de traitement qui pourraient être perçues comme inéquitables, puisque celles-ci seraient fondées sur des circonstances qui ne sont pas à la main des utilisateurs. Cette logique avait été retenue en 2007 pour définir un prix unique pour la prestation de mise en service, que celle-ci se fasse avec ou sans déplacement. De plus, une tarification uniforme est intéressante pour l'ensemble des utilisateurs, puisqu'ils bénéficieront tous des économies progressivement réalisées grâce au déploiement de Linky.

Une tarification unique n'exclut pas que les modalités de réalisation soient différentes selon le type de compteur installé, afin de tirer parti des possibilités de télé-relève et de télé-opération apportées par le système Linky, au bénéfice des utilisateurs.

**Question 12 : Parmi les deux options de tarification identifiées par la CRE, laquelle vous semble la plus adaptée ?**

Comme exposé précédemment, EDF est favorable à une tarification unique pour l'ensemble des utilisateurs, quel que soit le compteur dont ils sont équipés, tenant compte des économies réalisées, grâce aux compteurs évolués, sur le coût des prestations annexes.

**Question 13 : Estimez-vous que d'autres options de tarification pourraient être envisagées ? Si oui, lesquelles ?**

EDF n'a pas d'autre option à proposer.

**Question 14 : Etes-vous favorable à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsque celle-ci est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur évolué ?**

EDF est favorable à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsqu'elle est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur évolué.

Il serait utile de préciser que ce changement peut consister en une augmentation ou en une diminution de la puissance souscrite.

Par ailleurs, il convient de définir le délai qui sera retenu : un délai d'un an à partir de l'installation du compteur semble adéquat.

**Question 15 : Estimez-vous que d'autres prestations doivent bénéficier d'un traitement spécifique lorsqu'elles sont demandées par l'utilisateur à la suite de la pose d'un compteur évolué ?**

La prestation de changement de date de relève pourrait faire l'objet d'un traitement spécifique, afin de faciliter la synchronisation des dates de relève du gaz naturel et de l'électricité pour les consommateurs équipés de compteurs évolués pour ces deux énergies.

**Question 16 : Pensez-vous que la tarification des prestations annexes, une fois les compteurs évolués déployés, doit inclure certains coûts fixes tels que ceux liés aux systèmes d'information utilisés pour la réalisation des prestations ?**

La tarification des prestations annexes devra tenir compte du cadre de régulation qui doit encore être défini par la CRE pour le projet Linky, et en particulier des dispositions relatives au traitement tarifaire qui permettra d'en assurer le financement.

EDF est favorable à ce que la tarification des prestations annexes adresse un signal prix qui reflète le coût complet de leur réalisation. Ce coût complet ne se limite pas à un coût marginal : il comprend également un coût fixe. Dans le cas du projet Linky, le coût fixe correspond à une partie des investissements engagés dans le projet. Ces investissements sont nécessaires pour permettre une baisse du coût marginal, ils doivent donc être inclus dans le prix payé par les demandeurs de prestations annexes.

Par ailleurs, s'il semble pertinent de façon générale de ne refléter les économies générées par le déploiement des compteurs évolués qu'à partir du moment où le gain relatif devient significatif, EDF souhaite qu'un

traitement spécifique soit apporté au cas des prestations liées à une modification contractuelle (modification de la puissance souscrite ou de la formule tarifaire) : un prix revu à la baisse permettrait à tous les consommateurs de bénéficier du déploiement de Linky et augmenterait leur intérêt pour que leur contrat soit adapté à leurs besoins.

#### **Autres commentaires d'EDF :**

##### **Sur la tarification des prestations spécifiques aux utilisateurs disposant d'un compteur évolué :**

Plusieurs prestations seront spécifiques aux utilisateurs disposant d'un compteur évolué et ne pourront pas être proposées aux autres utilisateurs.

Afin de favoriser l'adhésion des utilisateurs au projet Linky, EDF est favorable à un taux de réfaction très élevé (conduisant à un prix faible, voire à la gratuité) pour la tarification des prestations relatives aux données nécessaires à la facturation et au conseil tarifaire des consommateurs par le fournisseur titulaire de leur contrat. Ces prestations seraient notamment les suivantes : la mise à disposition mensuelle de données de consommation quotidiennes (afin de permettre le développement de nouveaux services, notamment par les fournisseurs), l'exploitation des calendriers tarifaires des fournisseurs (afin que ces derniers puissent proposer des offres innovantes, et en particulier activer des signaux de pointe mobile) et la modification de la date de relève (afin de synchroniser les dates de relèves des consommations de gaz naturel et d'électricité, comme c'est le cas aujourd'hui).

D'une manière générale, des taux de réfaction importants pour la tarification des prestations spécifiques, aboutissant par exemple à un prix attractif pour la mise à disposition quotidienne de données de consommation, permettraient d'accroître l'intérêt des consommateurs pour des offres de service s'inscrivant dans une logique de maîtrise de la demande d'énergie.

##### **Sur les prestations destinées aux utilisateurs non-résidentiels disposant d'un compteur évolué :**

Le sujet de la tarification des prestations annexes destinées aux consommateurs professionnels équipés d'un compteur évolué, tel le compteur « PME-PMI » disponible depuis 2010, devrait faire également l'objet d'une analyse et d'une concertation.

ooOoo